

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITEE

T/COM.2/L.10

10 novembre 1953

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. BERNARD RICHARD MEMBA
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

A Son Excellence Sir Edward Francis Twining
Gouverneur et Commandant en chef
du Territoire sous tutelle du Tanganyika
(Afrique orientale)

Y.M.C.A., Karachi,
le 18 septembre 1953

Excellence,

J'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit, pour votre information et, si possible, pour que vous preniez les mesures nécessaires.

Tout d'abord, je suis originaire du Territoire du Tanganyika, plus précisément de la province des Hautes-Terres du Sud. Je suis né en 1927, au village de Lifua, Manda, dans le district de Njombe. Je suis donc Tanganyikais de naissance et ressortissant tanganyikais. Je suis détenteur d'un passeport britannique, n° 30034, qui m'a été délivré le 7 février 1951 par le Gouvernement du Tanganyika.

Excellence, je tiens à porter à votre connaissance une question qui, j'en ai la douloureuse impression, ne m'a pas été expliquée de façon normale et raisonnable. Je suis venu au Pakistan, il y a deux ans, pour poursuivre mes études. En fait, mon but essentiel était d'étudier l'agriculture mécanisée, avant d'entreprendre des études universitaires. Malheureusement, bien qu'il ait des écoles d'agriculture, le Pakistan n'a pas encore atteint le stade où il puisse enseigner aux étudiants l'agriculture mécanisée.

53-31347

Dans ces conditions, j'ai décidé d'aller en Angleterre en bicyclette, en passant par les pays du Moyen-Orient; ce voyage aurait duré au moins trois ou quatre mois. J'avais l'intention d'augmenter mes ressources pécuniaires en écrivant pendant mon voyage des articles pour les journaux; je voulais gagner le plus d'argent possible pour pouvoir vivre pendant quelques jours ou quelques mois en Angleterre, avant de trouver un emploi. Une fois cette décision prise, j'ai demandé à l'autorité compétente, à Lahore, de valider mon passeport pour les pays que j'avais l'intention de traverser. Cette autorité (le Haut-Commissaire adjoint du Royaume-Uni au Pakistan) a soumis la question au Service de l'immigration, à Dar es-Salam lequel a refusé d'accorder l'autorité nécessaire pour valider mon passeport; le Haut-Commissaire adjoint ne m'a pas donné de détails à ce sujet dans la lettre qu'il m'a adressée. J'ai eu l'occasion de le voir personnellement, et il m'a dit que les autorités de Dar es-Salam ne lui avaient pas donné d'explications.

Malgré tout, cette réponse ne m'a pas donné satisfaction. Je me suis donc adressé au Haut-Commissaire du Royaume-Uni, pensant que le Haut-Commissaire, qui est l'autorité suprême de l'ambassade britannique au Pakistan, me donnerait des renseignements détaillés. Au contraire, il m'a envoyé la même réponse et a ajouté qu'il y avait peu de chances que mes arguments ou mes efforts fassent revenir mon Gouvernement sur la décision qu'il avait prise.

Ainsi, on ne m'a donné aucune raison précise de la décision prise à mon sujet par les autorités de Dar es-Salam; pourtant, on me demande ou plutôt on me presse de revenir au Tanganyika, sans chercher d'abord à connaître les raisons profondes qui m'ont amené à quitter mon pays et à me rendre à l'étranger. Si je retourne au Tanganyika, qu'est-ce que j'y ferai ? Si, pour mon pays et mon Gouvernement, je n'ai pas l'instruction nécessaire pour obtenir un emploi dans l'administration et servir ainsi mes compatriotes ?

Excellence, pendant combien de temps encore les Africains devront-ils continuer à se méfier d'un régime colonial qu'ils jugent gros de danger pour leurs intérêts primordiaux ?

Excellence, on trouve toujours des excuses catégoriques à opposer aux allégations précises des Africains, chaque fois qu'ils essaient de critiquer l'attitude du Gouvernement à leur égard. Pourquoi ? Le Gouvernement n'a pas toujours raison. Il ne respecte pas le principe selon lequel il est souhaitable d'instruire et de civiliser les Africains, conformément à la Charte des Nations Unies.

En Afrique, aujourd'hui, toutes les publications coloniales sont fondées sur la nécessité de se conformer à un système qui permettra aux races blanche et noire de vivre dans l'harmonie. Dans ces conditions, est-ce ainsi qu'on se conforme à ces institutions qui tendent à créer quelque chose qui pourra être compris par les deux races au Tanganyika ? ou n'ai-je pas plutôt raison de dire qu'une telle situation et l'attitude réactionnaire du Service de l'immigration du Tanganyika provoquent non seulement la haine mais aussi la tension des relations entre les deux races ? On peut dire à très juste titre que ce que le Gouvernement du Tanganyika essaie de faire aux jeunes Africains à l'étranger n'est pas autre chose que les contraindre à l'esclavage intellectuel et empêcher ceux d'entre eux qui ont le désir ardent de se distinguer dans le domaine de l'éducation universelle, en acquérant des connaissances de plus en plus vastes, de comprendre les problèmes qui confrontent aujourd'hui le monde.

Lorsque des Africains essaient de faire par leurs propres moyens leurs études à l'étranger et de retourner ensuite dans leur pays natal pour travailler en coopération avec le Gouvernement, pour développer le pays et pour instruire leurs concitoyens, ils ne trouvent aucun encouragement auprès de leur propre Gouvernement, qui les paie de bonnes paroles. Dans ces conditions, leur esprit est perpétuellement en proie à l'inquiétude et aux soucis; en fin de compte, il n'en résulte que la confusion et le manque de compréhension dans le pays.

Excellence, à quoi bon parler du progrès des Africains, de l'évolution constitutionnelle dans l'intérêt des Africains et du développement de l'instruction des Africains, lorsqu'on les décourage, quand ils se rendent à l'étranger à leurs propres frais, par des décisions qu'ils ne peuvent pas

comprendre ? Est-il juste d'agir ainsi, de la part du Gouvernement du Tanganyika, dont Votre Excellence est le Chef constitutionnel suprême ? N'est-ce pas plutôt la preuve de la façon dont on veut dresser politiquement les Africains ? Que doivent penser les Africains lorsqu'ils constatent que leur propre Gouvernement a des buts négatifs et qu'il n'est pas prêt à témoigner d'un esprit de coopération ni à chercher des avis et des suggestions qui contribueraient à l'évolution du pays ?

Excellence, si vous n'êtes pas au courant de la situation qui règne actuellement au Tanganyika en ce qui concerne l'instruction des Africains, j'aimerais appeler votre attention sur le rapport publié par l'Organisation des Nations Unies, après qu'une mission eût visité le pays il y a quelques temps. Après trente-quatre ans d'administration du pays par le Royaume-Uni, puissance tutélaire, il n'y a pour ainsi dire pas d'autochtones qui occupent des postes importants dans l'administration, pas de chirurgien africain diplômé, pas d'agronome, pas même d'Africain ayant des diplômes universitaires, à l'exception d'un seul et unique Africain qui a été envoyé en Angleterre par le Gouvernement, en partie grâce à l'appui des missions chrétiennes, pour y étudier l'histoire, sujet qui n'a qu'un rapport lointain avec les besoins actuels des Africains. S'il m'est permis de donner mon avis, les Africains ont besoin à l'heure actuelle d'experts agricoles et de médecins, plutôt que d'historiens ou de politiciens. Voilà comment le Gouvernement devrait agir. S'il ne le fait pas, le Gouvernement ne fera qu'encourager les passions politiques et le nationalisme extrémiste dans un pays où la proportion de ceux qui savent lire et écrire n'est que de 0,0001 pour 100. Quiconque a lu l'histoire sait que l'histoire est à la base des guerres. Par exemple, ce sont des considérations historiques qui ont donné à Hitler l'idée folle de vouloir dominer un jour le monde. La Prusse, Napoléon, d'autres nations encore et des intellectuels forcés d'Europe.

Je pense que je suis en droit de demander à Votre Excellence de bien vouloir me faire expliquer de façon précise pourquoi on a catégoriquement refusé de valider mon passeport pour d'autres pays; on a ainsi détruit tous les plans que j'avais faits pour aller étudier l'agriculture au Royaume-Uni.

Si ce refus est fondé sur le fait que je n'ai pas d'argent, j'espère que le Gouvernement colonial de Sa Majesté dans le Tanganyika pourra m'offrir des suggestions qui me permettront d'entreprendre les études désirées. Sinon, Votre Excellence pourrait me conseiller de soumettre la question au Conseil de tutelle des Nations Unies, qui fait respecter la justice et la dignité de l'homme.

Votre Excellence me permettra de déclarer, en terminant, que je n'ai pas à m'excuser de ce que j'ai écrit dans cette lettre, si l'on doit respecter la justice et la dignité humaine, et que je ne l'ai pas écrite pour servir mes intérêts personnels. J'ai écrit cette lettre parce que je ne veux pas être la victime des préjugés et de la haine, parce que la haine crée la peur et je ne suis pas disposé à craindre quoi que ce soit pour la seule raison que cela blesse une certaine race ou un certain groupe. Le Gouvernement se doit de veiller à ce que sa politique tende à promouvoir et à faciliter l'évolution constante du pays. (Le Gouvernement doit tenir compte des diverses mentalités que l'on trouve dans le pays). Le Gouvernement doit tenir compte de la mentalité des Africains d'aujourd'hui dans le continent africain.

Excellence, je suis convaincu que votre jugement impartial vous fera comprendre l'esprit de cette lettre et que vous servirez de lien entre le Gouvernement de Sa Majesté et les sujets africains de Sa Majesté.

Veuillez agréer, etc.

Signé : B. R. MEMBA
(Bernard Richard Member)

Copie aux personnes ci-après :

1. Le Président du Conseil de tutelle, ONU.
2. Le Président de l'Africa Association, Dar es-Salam.
3. Le Chef du Service de l'immigration, Dar es-Salam; référence : sa lettre N° C.O.N./PET/99/12.
4. Les Honorables Membres africains du Conseil législatif, Dar es-Salam.
5. Le Haut-Commissaire du Royaume-Uni, Karachi.
